BULLETIN OECUMENIQUE

NUMERO 2 / MARS 1988
PARAIT 8 FOIS PAR AN

?interrogation



M. *MALANGATANA*, peintre, dessinateur et poète, un des artistes les plus connus du Mozambique, qui lutte pour l'indépendance de son pays à travers son art.

GRAFFITI

"Mourir étonné" !
Voilà, exactement comme c'est écrit ! C'est le graffiti qui saute aux yeux en descendant du bus près de chez moi.

Moi, je veux bien ! Mais ... pourquoi mourir ? Pourquoi étonné ?
N'empêche, c'est en le lisant que j'ai refléchi. Et que je me suis dit : "OK, d'accord pour "étonné", mais pas d'accord pour mourir... donc, résultat :

"Je veux vivre étonnée"

Je ne veux pas vivre tout à fait idiote, en ne voyant que le bon côté des choses, et en béant à toute nouveauté. Non ! Je veux vivre comme si c'était la première fois ... ou la dernière. Ce qui est exactement la même chose en réalité.

Etonnements ... étonnements ...

Je les ai cherchés autour de moi, on en trouve à la pelle !
J'ai remarqué, dans l'autobus, les magasins, ou à la cafétéria, le nombre de gens qui racontent leurs malheurs aux autres. Cela devient agaçant, mais ce n'est qu'aujourd'hui que je me suis étonnée du nombre de gens qui "les écoutent" !

Etonnements ... étonnements ...

Le regard de l'ami qui, après une semaine dans le coma, "revient" à la vie. Regard étonné, paroles étonnantes venant de lui : "On se tracasse pour un tas de choses qui n'en valent pas la peine". L'ambitieux stressé se découvre une âme de poète ...

Etonnements ... étonnements ...

Etonnée aussi de voir comment le genre humain, que Dieu fit à son image, imagine Dieu selon qu'on est riche ou pauvre, puissant ou esclave, homme ou femme ...

Etonnements ... étonnements ...

Je crois que je vais me mettre à "graffiter" ... ça ne sera qu'un nouvel étonnement !

Régina Mustieles

C'EST MA FETE !

Beau Valais. Soleil, Printemps,
Neige, Ciel bleu...
Une journée un peu bal_ade.

Un pont par-dessus le Rhône,
Petit contour...

M.... 2 flics... Les ceintures...
Signe "STOP"
Ils t'ont vu !. moi j'm'excite pas !

BONJOUR... bonjour...
Je descends (il faut toujours être à niveau)
Debout face à face.
VOTRE PERMIS ?
Bin... changé de pantalons ce matin...
Resté dedans.

PERMIS DE CIRCULATION !
Ça j'ai, il ne quitte jamais la voiture
Je le trouve presque tout de suite
Appel téléphonique pour vérification du permis absent
(j'ai l'habitude ils font toujours comme ça !)

TRIANGLE DE PANNE ?
Là pas de problème nous en avons au moins 4
Je cherche... je sors le trop plein du coffre... ? ...
Sous les sièges après avoir sorti le trop plein...
Qui a bien pu sortir ce triangle... Sophie... Yves... ?
C'est pas malin... serait-ce moi... (NON !)
Rire de l'amie qui est avec moi
"Et c'est ta fête aujourd'hui" "Eh oui" (Bien placé !)
"Vous avez vu la date sur le permis de circulation ?"
J'insiste, au point où j'en suis.

J'AVAIS PAS REMARQUE... !
VOUS AVEZ UNE DISPENSE POUR LA CEINTURE ?
" ! ? & % * " (il a vu évidemment
Petit malin pas très sensible aux anniversaires)
J'ai envie de dire que le jour de mon anniversaire,
Je ne m'attache jamais...

BON... PERMIS + CEINTURE + TRIANGLE...
ÇA FAIT EN PRINCIPE Fr. 50.-
PUISQUE C'EST VOTRE ANNIVERSAIRE ÇA F'RA 20 FRANCS...
soupir, sourire... l'humain a rejoint l'uniforme...

Et n'ayant pas d'argent sur moi,
C'est l'amie qui est avec moi qui paie !!!

Bonne Fête !

Gilbert Zbären - Labarthe

PIERRE HARRISSON avec la collaboration de J.-P. Lagnaux et C. Mehrmann

ETATS-UNIS CONTRA NICARAGUA

Nicaragua contre Etats-Unis ou Etats-Unis *contra* Nicaragua ?
Ce jeu de mots cache un débat profond sur les enjeux de la crise centraméricaine. Issu de nombreux échanges avec des partenaires chercheurs, des groupes d'action et de solidarité en Amérique centrale, en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, ce livre reprend leurs interpellations et interrogations. Il se veut un apport à la réflexion et à la mobilisation de personnes et groupes prêts à dépasser les simplifications abusives pour fonder leur engagement sur une analyse critique de la réalité centraméricaine.
Ainsi, l'ouvrage resitue la politique étrangère des Etats-Unis dans une perspective historique, tente de comprendre les accents particuliers qui lui ont été donnés par l'Administration Reagan et les forces conservatrices qui l'appuient et, de là, analyse les rôles actuels et possibles des principaux acteurs.
Tenant compte des contraintes géopolitiques et géostratégiques, il montre quelles sont les marges de manoeuvre du Nicaragua et de ses voisins et ouvre un débat sur les apports possibles de l'Europe des partis, des gouvernements, des Eglises, des syndicats, des groupes constitués, des comités de solidarité à la recherche de solutions alternatives pour le rétablissement d'une paix durable en Amérique centrale.

Pierre HARRISSON,
sociologue canadien vivant à Genève. Après un séjour de 6 ans au Mexique et en Colombie, il a enseigné le développement rural, a poursuivi des recherches à l'Institut universitaire d'études du développement et a été directeur du Centre Europe-Tiers Monde à Genève. Auteur de l'*Empire NESTLE*.

Jean-Pierre LAGNAUX,
physicien belge travaillant à Genève. Milite dans plusieurs comités de solidarité et est secrétaire général d'*Education et libération*, association qui appuie des projets d'éducation et de formation dans divers pays en développement.

Caroline MEHRMANN,
secrétaire, suissesse, collabore à de nombreuses initiatives de mobilisation en faveur du Nicaragua, en particulier en tant que présidente de l'Association de solidarité avec le Nicaragua et El Salvador de Genève.

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir:

.... exemplaire(s) du livre Etats-Unis *contra* Nicaragua
au prix de Fr. 25.- (+ frais d'envoi)
Payable d'avance

retourner à: CENTRE EUROPE-TIERS MONDE, 37 quai Wilson, 1201 Genève

Indiquer vos nom, prénom, adresse complète, date et veuillez signer s'il-vous-plaît

CE VENT QUI SOUFFLE D'AMERIQUE LATINE

Que peuvent bien avoir à dire à nos communautés ces grands mouvements qui en Amérique latine remuent la base, la rendent apte à témoigner de l'Evangile et à prendre le relais là où l'Eglise officielle n'arrive pas ?

Cette question va être le point central de la rencontre prévue au Bouveret les 28 et 29 mai 1988 sous le nom de MISSION ET ROMANDIE.
C'est la 7e édition de ces journées romandes organisées sous la responsabilité du Groupe de Coopération Missionnaire en Suisse Romande, lequel mandate une région pour l'organisation de la fête proprement dite. Celle-ci est une occasion de sensibilisation à de grands problèmes pour tout un diocèse qui s'ouvre aux autres régions de Romandie et au monde.
Depuis 1981, le rassemblement s'est donné une ouverture oecuménique et la participation des églises chrétiennes soeurs va grandissant.

LE PEUPLE AUSSI ANNONCE L'EVANGILE.

En cette période post-synodale où la part des laïcs à la diffusion du message évangélique est à approfondir, des témoignages des Eglises d'Amérique latine apportés entre autres par un évêque brésilien, Dom Marcelo CAVALHEIRA et Don Rafael TORO, franciscain, prêtre de la base en Colombie vont être moyen de prise de conscience plus grande pour l'Eglise d'ici.

On attend de deux à trois cents personnes pour se réjouir ensemble, partager du vécu et se renforcer dans la conviction que le monde de l'an 2000 ici et ailleurs doit être travaillé par le Souffle de l'Esprit.

* * *

Un projet d'ordonnance fédérale concernant l'octroi d'autorisations pour adopter des enfants en provenance du tiers monde avait été mis en consultation l'an dernier.
Berne désire en effet réglementer avec plus de rigueur l'arrivée de ces bambins sur notre sol national et dans les familles helvétiques.

Plus permis

Monsieur le rédateur,

Après lecture de l'article de Patrice Mugny (19.1) sur la nouvelle ordonnance pour l'adoption d'enfants, notre fille de 19 ans nous a dit: «Nous sommes des privilégiés... Plus personne en Suisse ne pourra avoir une famille comme la nôtre.» En effet, en tous points, nous devenons des «hors-la-loi». Nous avons adopté des enfants de 12, 7 et 6 ans: plus permis. Nous avions, au moment de l'adoption, plus de 40 ans: plus permis. Nous avions déjà un fils. Nous avons donc maitenant 4 enfants: plus permis. Nos enfants viennent «d'aires culturelles différentes»: plus permis. Nous avons adopté deux enfants en même temps: plus permis. Les orphelinats où ils étaient n'ont pas pu nous donner un dossier avec leur histoire (inconnue, par ailleurs); ni un certificat médical: PLUS PERMIS.

Dans l'avenir, si cette ordonnance est acceptée, plus jamais une famille suisse ne pourra avoir droit à la joie et au partage qui est le nôtre.

Madame Kopp, au nom de quel principe croyez-vous pouvoir intervenir ainsi dans les droits individuels de vos concitoyens?

Et pourtant, venez nous voir, chère madame. Nous vous invitons à passer quelques jours avec nous. Prenez le temps sur vos heures de travail. Ils vous apprendront beaucoup plus sur l'adoption que les idées et arguments fantaisistes que vos fonctionnaires ont écrits dans leur rapport! Nous pourrions aussi vous montrer, documents à l'appui, pourquoi les parents passent beaucoup moins par des «intermédiaires reconnus». Curieux: ceci, le rapport le constate, mais nulle part il ne cherche à en savoir la cause... Et pourtant, il est important de la reconnaître au moment où les autorités prônent une surenchère des lois restrictives.

Mme Emma Allemand-Taramasco
Genève

Le Courrier, 8.2.88

GRAND TOURNOI ROMAND DE TIERS-MONDOPOLY

A l'occasion de son 20e anniversaire, la Déclaration de Berne organise un grand tournoi romand de Tiers-Mondopoly ouvert à tous, dès 12 ans. Deux catégories de joueurs sont prévues: 12 à 15 ans, et 16 ans et plus.

Les tournois régionaux (éliminatoires) auront lieu un peu partout en Romandie, du 10 mars au 18 avril 1988, en particulier à Lausanne et Genève le samedi 16 avril. Ces éliminatoires peuvent s'organiser au niveau d'une école, d'une paroisse, d'une organisation quelconque, d'un village ou d'une ville. Conditions de leurs réalisations: par éliminatoire, un responsable local et 24 participants au minimum, toutes catégories confondues. Les joueurs qui auront obtenu les meilleurs résultats se retrouveront en finale le 23 avril à Genève.

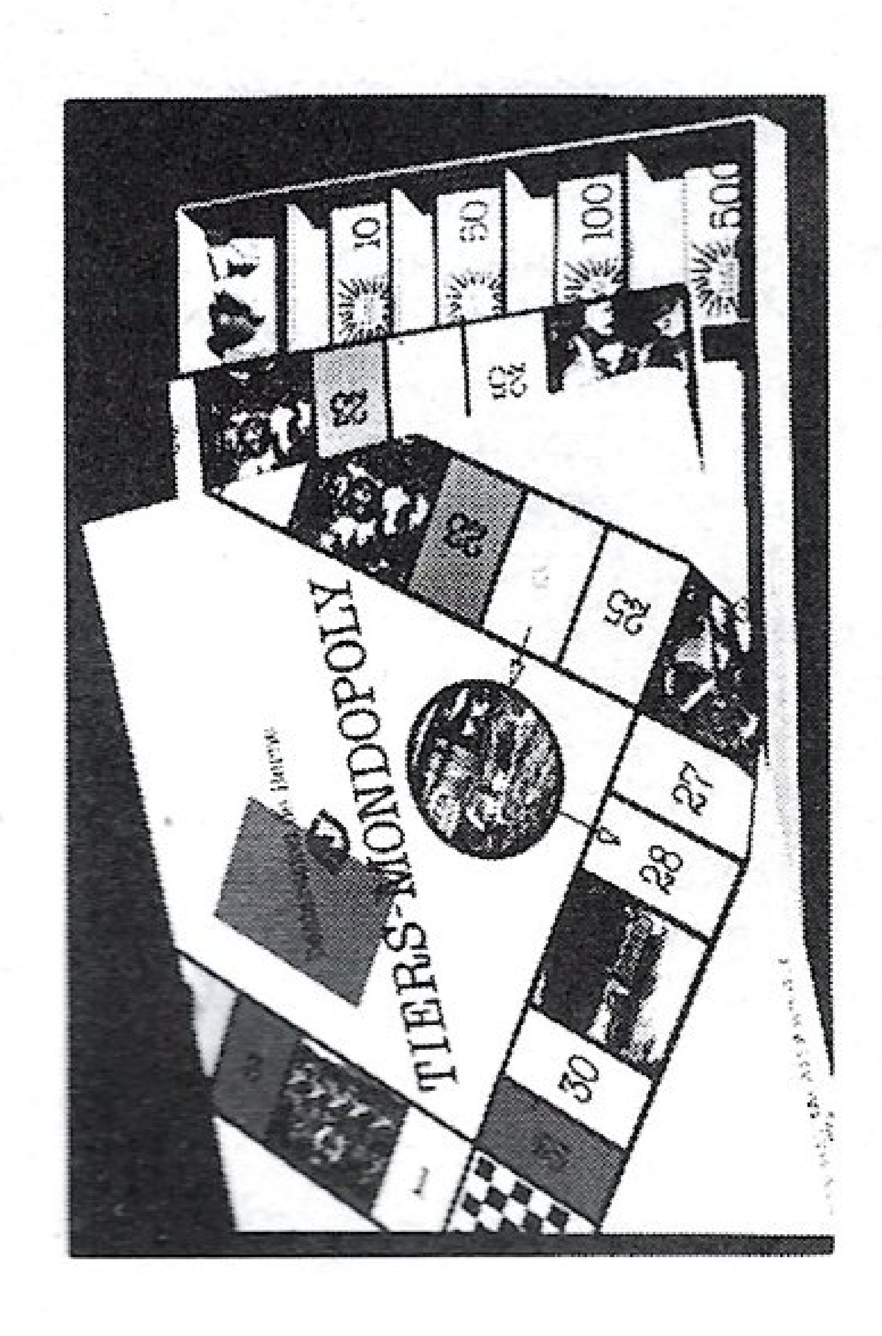
L'enjeu du tournoi: des voyages non faits de rêves, mais de réalités, qui permettront une rencontre authentique des populations du tiers monde.

- trois semaines au Pérou: rencontre avec les paysans "héros" du Tiers-Mondopoly (La Florida, Haute-Amazonie) et les habitants d'un quartier populaire de Lima.
- deux semaines au Togo, avec un groupe de membres de "Genève-Tiers-Monde" pour visiter des projets de cette organisation.
- quatre semaines au Sahel, avec 20 élèves, de 15 ans, pour participer à la construction d'une école avec de jeunes Africains (Coopération Coup de main des Cycles d'Orientation de Genève).

et de nombreux autres prix.

Frais d'inscription: Catégorie 12-15 ans: Fr. 3.-;
Catégorie dès 16 ans: Fr. 5.- (adultes Fr. 10.-).

Tout renseignement complémentaire concernant l'inscription au Tournoi, l'organisation d'éliminatoires, le programme détaillé de la journée romande du 20e anniversaire de la Déclaration de Berne à Genève peut être obtenu au secrétariat de la Déclaration de Berne, C.P. 81, 1000 Lausanne 9 (tél.: 021 / 24 54 17).



Inscription au tournoi de Tiers-Mondopoly

NOM, PRÉNOM: ______________________

ADRESSE: ______________________

CATEGORIE: ☐ 12-15 ans
☐ 16 ans et plus

☐ Je désire participer aux éliminatoires du tournoi de Tiers-Mondopoly.

☐ Je suis d'accord de collaborer à l'organisation des éliminatoires dans ma région (avec l'appui technique de la Déclaration de Berne).

Frais d'inscription:
Catégorie 12-15 ans: Fr. 3.—; catégorie dès 16 ans: Fr. 5.— (adultes: Fr. 10.—).
La participation financière sera perçue le jour des éliminatoires.

Ce bulletin d'inscription est à renvoyer à la Déclaration de Berne, C.P. 81, 1000 Lausanne 9 (tél: 021/24.54.17), au plus tard jusqu'au 31 mars 1988.



* * *

Le Monde, 11.1.88

BRÉSIL : selon un rapport de la police fédérale

133 chercheurs d'or sont portés disparus après des affrontements avec l'armée

Cent trente-trois chercheurs d'or de l'Etat de Para, dans le nord du Brésil, sont portés disparus depuis l'affrontement survenu la semaine dernière *(le Monde* du 5 janvier) avec les forces de l'ordre : cette indication est contenue dans un rapport confidentiel de la police fédérale publié mercredi 6 janvier par le quotidien *la Folha de Sao-Paulo.*

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Les informations, d'abord, ont fait état de quelques morts. Aujourd'hui, on parle d'un véritable *« massacre »*. Le mot a été utilisé par un représentant du gouvernement et par un policier qui a enquêté sur place. C'est le 29 décembre dernier que le massacre en question s'est produit. Des milliers de *garimpeiros* (chercheurs d'or) avaient bloqué un pont sur le fleuve Tocantins, en Amazonie. Ils étaient là depuis quarante-huit heures avec femmes et enfants pour revendiquer. Arrive la police militaire pour les déloger. Elle tire sur les manifestants : cinq morts, vingt blessés selon les premières informations. Un bilan habituel au Brésil, où les forces de l'ordre ont la gâchette facile. Hormis dans certains journaux, l'émoi n'est pas très vif.

Les *garimpeiros* viennent pourtant d'une région très connue, quasi mythique, la serra Pelada (la montagne Pelée), une mine d'or à ciel ouvert, la plus grande du monde paraît-il, située en pleine forêt, à plus d'une centaine de kilomètres de Maraba, dans l'Etat de Para. La presse, la télé, ont abondamment montré depuis une dizaine d'années l'énorme termitière qu'est devenue la mine avec ses milliers d'hommes dépenaillés piochant la roche sur les flancs d'un cratère, souvent victimes d'éboulis.

Des baraques improvisées à côté du filon forment aujourd'hui un bidonville de quatre-vingt mille habitants. A la violence du Far-West se sont ajoutés les problèmes créés par la misère propre à certaines régions et populations du pays. Les accidents sont nombreux, les incidents aussi. Le gouvernement a ses représentants sur place. Pendant longtemps, ce fut un agent des services secrets, le commandant Curio, qui s'était « illustré » au début des années 70 dans la répression d'un mouvement de guérilla qui avait agité la région.

Témoignages fragmentaires

Aujourd'hui, les chercheurs d'or de la serra Pelada ont un contentieux avec les autorités – financier et aussi technique : ils veulent faire enlever plusieurs milliers de tonnes de terre de leur montagne pour limiter les risques d'affaissement. Dans les derniers jours de décembre, quatre milliers d'entre eux décident, pour appuyer leur revendication, de bloquer la circulation sur le pont qui enjambe le Tocantins, à 10 kilomètres de Maraba. L'endroit est particulièrement sensible. Par ce pont passe en effet la voie ferrée qui écoule vers l'Atlantique le minerai de fer extrait de Carajas, le plus important gisement de la planète, situé aussi dans la forêt amazonienne.

Deux jours se passent. Le gouverneur du Para décide de débloquer le pont. Quatre cents policiers militaires sont envoyés sur les lieux par avion. Ils s'installent des deux côtés du fleuve. Ce qui se passe ensuite, on ne le sait, au début, que par des témoignages fragmentaires. Des gens sont tués par balles, d'autres sont piétinés dans la confusion qui s'ensuit. D'autres, pour échapper aux coups de feu, se jettent dans le fleuve, à 70 mètres en contrebas.

Arrivé après le début de la fusillade, M. Nelson Marabuto raconte, quelques jours après, ce qu'il a vu. M. Marabuto est un fonctionnaire gouvernemental qui appartient à un groupe de travail envoyé à la serra Pelada pour négocier avec les *garimpeiros*. Selon lui, il y a eu massacre, et délibéré. Il parle de la possibilité d'une centaine de victimes. Il affirme que de nombreux cadavres ont été emportés en camionnette par la police, ce qui explique les chiffres contradictoires sur le nombre de morts. Ses déclarations lui ont valu le mercredi 6 janvier, d'être démis de ses fonctions par le ministre de l'intérieur.

CHARLES VANHECKE.

"... IL LE TOUCHA"...

Un lépreux s'approche de lui; il le supplie et tombe à genoux en lui disant: "Si tu le veux, tu peux me purifier." Pris de pitié, Jésus étendit la main et le toucha. Il lui dit: "Je le veux, sois purifié." A l'instant, la lèpre le quitta et il fut purifié. S'irritant contre lui, Jésus le renvoya aussitôt. Il lui dit: "Garde-toi de rien dire à personne, mais va te montrer au prêtre et offre pour ta purification ce que Moïse a prescrit: ils auront là un témoignage."
Mais, une fois parti, il se mit à proclamer bien haut et à répandre la nouvelle, si bien que Jésus ne pouvait plus entrer ouvertement dans une ville, mais qu'il restait dehors en des endroits déserts. Et l'on venait à lui de toute part.
(Marc 1. 40-45)

Le texte ci-dessus, proposé pour la liturgie du 14 février, m'a paru d'une telle actualité que je ne résiste pas à le relire brièvement avec vous.
Maladie terrible que la lèpre pour les contemporains de Jésus ! Bien avant lui, l'auteur du livre de Job l'avait qualifiée de "premier-né de la mort". Au point où en étaient les connaissances médicales, que faire avec un lépreux sinon l'éloigner ? C'est ainsi que la loi lui prescrivait de se tenir "hors du camp" et de porter sur lui des signes évidents qui le désignent comme malade: vêtements déchirés, visage couvert et obligation de crier "impur" pour éviter toute rencontre. (Lv 13)
Cette mise à l'écart était facilitée par une croyance bien établie: celui sur qui tombait une telle maladie devait avoir commis de graves fautes. Comment ce mal qui vous ronge vivant pouvait-il être autre chose qu'une punition voulue de Dieu ?
Cette histoire de maladie face à laquelle tout le monde se sent impuissant, qui entraîne de plus en plus souvent des mesures de rejet: "Ce qui est ennuyeux mais il faut avouer qu'ils l'ont bien cherché..." Dites, cela ne vous rappelle rien ? Candidats à l'enseignement refusés en France; place d'enfants contestée dans des établissements scolaires; entreprises hésitant à faire passer des tests à leurs employés... Je vous le dis: avec le Sida on est en plein dans le texte biblique. Alors il vaut la peine d'y regarder de près.
On assiste d'abord à une transgression de la part du lépreux: "il s'approche", ce que la loi lui interdisait formellement. Et voilà une seconde transgression, plus grave celle-là, de la part de Jésus: "il étendit la main et le toucha". Avant de l'envoyer auprès des autorités pour constatation.
Intéressant ce rapport que Jésus entretient avec la loi dans ce passage. L'outrepassant lorsqu'elle avait pour effet de mettre quelqu'un à l'écart, mais la respectant scrupuleusement ensuite lorsque son application pouvait permettre au malade de retrouver toute sa place dans la communauté.
A propos du Sida, de quoi demain sera-t-il fait ? Quelles dispositions légales vont être prises ? Plus redoutables peut-être: quelles habitudes sociales vont être adoptées ? Ce qui est sûr: rien ne pourra dispenser les chrétiens d'une attitude humaine.
C'est ce qui me semble ressortir, parmi d'autres, d'un texte des évêques français: "A chacun de dépasser ses réflexes de peur. (...) A chacun d'inventer l'accueil fraternel qui s'impose. (...) Le Sida n'est pas un châtiment divin: c'est une maladie qui a ses propres causes. Dieu n'est pas "sadique". Dieu est "amour" !
"Il tendit la main et le toucha." Ce geste qui brise cordons sanitaires et ghettos, ce geste qui restaure la communauté, le voilà devant nous, neuf comme au premier jour.

André Fol

MOZAMBIQUE: LA TERREUR

Il y a une douzaine d'années, le Mozambique, ancienne colonie portugaise, accédait à l'indépendance, avec à sa tête un gouvernement de tendance marxiste-léniniste.
Il y a presque autant de temps, la population civile subissait les premières attaques des rebelles du Mouvement de résistance du Mozambique (MNR ou RENAMO), parti unique au pouvoir.
Ces derniers mois, le MNR a accentué sa pression, les massacres ont pris une ampleur sans précédent et la terreur règne dans le pays. Mais à qui profitent ces crimes ?

*

Laconiques, les dépêches tombent dans l'indifférence générale: plus de 400 morts à Homoine, 90 morts à Manjacaze, 278 civils massacrés à quelques kilomètres de la capitale, Maputo.
Les bus, les camions et bon nombre de véhicules privés circulent généralement sous escorte militaire. Mais, même dans ces conditions, le voyage reste extrêmement périlleux. Le scénario est devenu tristement classique: le convoi est attaqué par les rebelles. La population civile, sans aucun moyen de défense, est abattue - ou brûlée - dans les véhicules mêmes, selon l'humeur des "bandits" comme on les appelle au Mozambique.
L'armée gouvernementale n'arrive pas à assurer la sécurité de ces convois. Manque d'organisation ou de munitions? Disproportion des forces en présence ? Démoralisation des soldats qui voient le conflit s'éterniser ? Une chose est certaine: les troupes gouvernementales ne viennent pas à bout des rebelles de plus en plus nombreux, bien équipés et entraînés à la guérilla.
Si les voyages sont hasardeux, il n'est pas plus sûr de rester chez soi. Les attaques de villages sont innombrables. La configuration du pays, avec ses petits hameaux disséminés sur un territoire très vaste, facilite la guérilla. Les rebelles volent les réserves de nourritures, pillent les maisons, abattent le bétail... et souvent la population avant de disparaître dans la brousse, emmenant avec eux femmes et jeunes.
Des enfants sont emmenés parfois très jeunes. Certains ont à peine dix ans. Une fois qu'ils sont prisonniers, on les oblige à commettre quelque crime sordide, généralement sur l'un de leurs proches: moyen radical de les lier à jamais au groupe des "bandits". Ce sont eux qui reviendront quelques années plus tard, habillés d'uniformes identiques à ceux des troupes gouvernementales, mettre le feu à leurs villages, déjouant ainsi la méfiance de leurs propres familles.
Mais qui trouve son compte dans ces massacres et qui a intérêt à déstabiliser ainsi le pays ?
Contrairement à ce que l'on croit souvent, il ne s'agit pas d'une lutte politique entre deux idéologies. Il y a longtemps que le Mozambique a perdu son orientation marxiste pure et dure pour revenir à plus de pragmatisme. Quant aux rebelles, ils n'ont jamais proposé le moindre programme de gouvernement, la moindre alternative au système actuel... Rien, sinon la terreur et ils ne bénéficient d'aucun appui populaire.
Il faut analyser le conflit au Mozambique dans le contexte plus vaste de toute l'Afrique australe. Des neuf pays indépendants réunis en association économique dans le Sud de l'Afrique, six n'ont pas d'accès à la mer alors que le Mozambique possède trois ports importants sur l'Océan indien. L'Afrique du Sud a donc tout intérêt à empêcher l'installation d'un régime stable à ses côtés.
Alors, en dépit de nombreuses promesses données, en dépit de la signature des accords de Nkomati, en 1984, interdisant à l'une et l'autre partie d'appuyer l'insurrection dans le pays, son voisin, l'Afrique du Sud soutient la guérilla. Les preuves ne manquent pas, à commencer par la découverte du journal d'un commandant du NMR dans une base reprise par les troupes gouvernementales en 1985 près de Beira, attestant

l'appui des autorités militaires d'Afrique du Sud ou les armes et les munitions larguées par avion dans des régions inabordables à pied, pour ne citer que ces deux exemples.
Aujourd'hui au Mozambique, l'économie est presque totalement bloquée, les voies de communications impraticables, les programmes d'éducation et de santé paralysés. On compte 2'500'000 personnes déplacées à cause de la guerre et 200'000 orphelins sur une population de 14 millions d'habitants. Jusqu'où ira l'Afrique du Sud ?
Certains la soupçonnent de vouloir créer une telle situation de chaos et de déstabilisation qu'une éventuelle occupation du territoire mozambicain par ses troupes serait accueillie avec soulagement par la population civile. Hypothèse cynique ? Peut-être, mais malheureusement vraisemblable !

Anne-Marie Sauter

* * *

EXTRAITS DE LETTRE DE MARK VAN KOEVERING
AGRONOME VOLONTAIRE DU CONSEIL CHRÉTIEN DU MOZAMBIQUE

Je vis au premier étage de l'unique hôtel d'Homoine, où j'occupe un appartement confortable, qui domine les deux principales rues de la ville. Je m'étais levé tôt ce matin-là pour faire mon courrier. Lorsque j'ai entendu les premiers coups de feu, j'ai couru à la fenêtre, entrouvert les rideaux pour observer la scène à la lumière d'une aube brumeuse. J'ai été salué par une fusillade nourrie et je suis resté pétrifié par l'intensité du bruit et par le spectacle des balles traçantes comme sur un écran dans le ciel. J'étais trop sous le coup de l'émotion pour réaliser ce qui se passait ou pour avoir peur. Je suis donc resté à la fenêtre pour voir ce qui allait se passer. Un moment après, les gens ont commencé à fuir à travers les rues. Au début, j'ai vu des familles de réfugiés sortant en courant de leur petite maison. Ils ont, hélas, de l'expérience dans ce triste jeu. Ils couraient avec tout ce qu'ils étaient capables d'emporter avant que toute retraite leur soit coupée. Ils étaient accompagnés des survivants de la milice qui étaient de garde autour de la ville. Beaucoup de ces jeunes soldats portaient le fusil d'un camarade déjà abattu. A six heures, les positions de défense de la ville étaient complètement débordées. Je remarquais toujours plus de gens qui fuyaient leur domicile, des enfants s'accrochant à leurs parents. Tout le monde fonçait, terrifié, tête baissée. C'est alors que j'ai vu un groupe de bandits entrer dans la ville. Ils étaient très bien équipés. Tous portaient des uniformes neufs, des sou-



"Morte ao bandido": les habitants de Maputo luttent contre les bandits armés de la Renamo à coups de peintures murales. (photo Monnier)

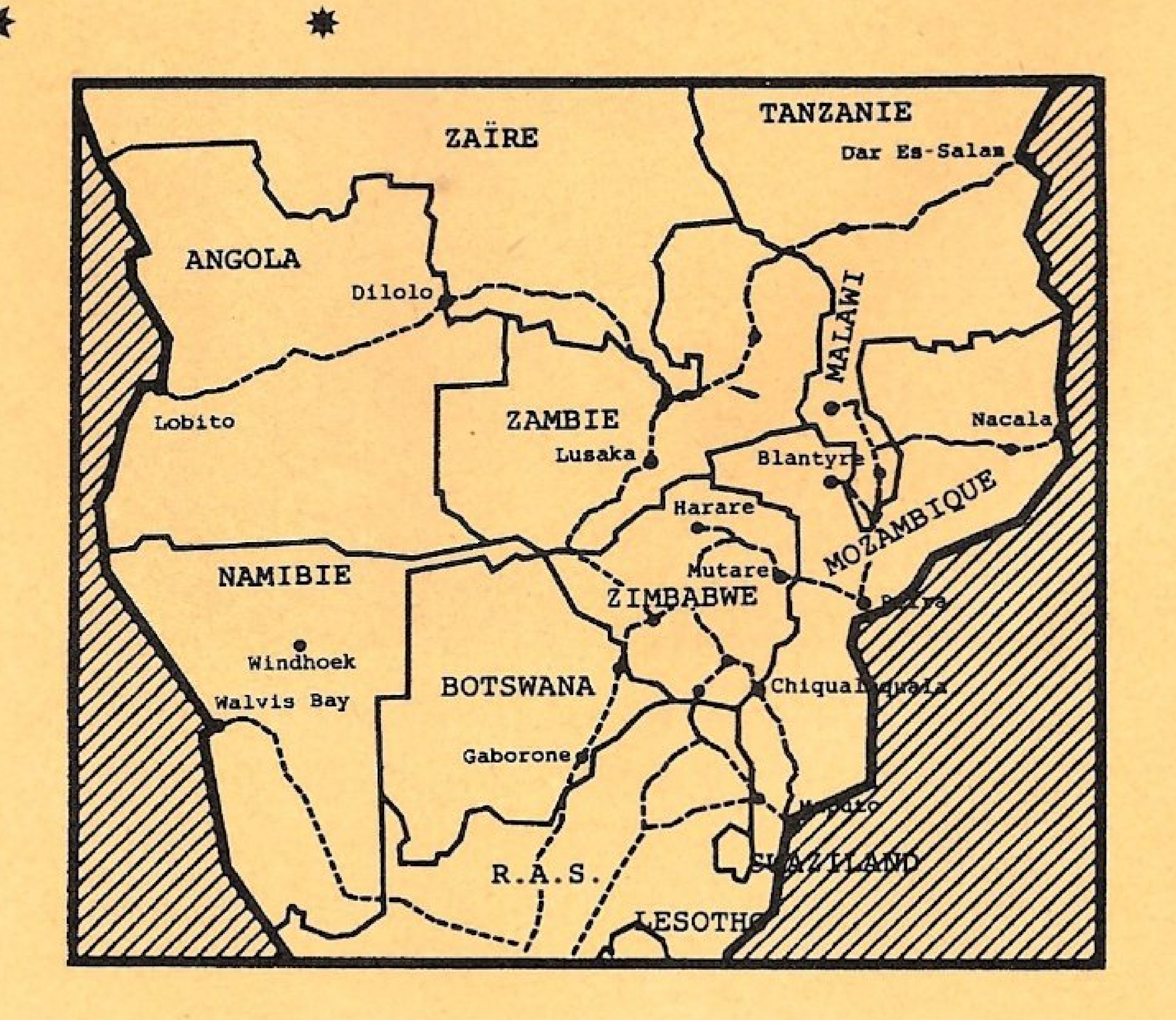
liers brillants et des armes neuves. Il était également clair qu'ils étaient très bien organisés. Le groupe était mené par un chef qui commandait également trois petites sections. Tous obéissaient au doigt et à l'oeil. Au moment où les bandits ont tourné au coin de la rue, droit sous mes fenêtres, ils ont tiré une rafale de coups sur les bâtiments de la rue principale. Je suis resté pétrifié d'horreur en les voyant abattre sept femmes sur le côté de la rue. Certaines portaient un enfant sur le dos, enveloppé d'une pièce de tissu.
A 9h. environ, les combats ont cessé. Un silence de mort est tombé sur la ville. Ils avaient gagné la première manche de la bataille et nous retenions notre souffle en attendant ce qui allait se passer.
Après un certain temps, la bataille a repris. Puis, de nouveau, ce fut le silence et l'incertitude. Jusqu'au moment où les bandits sont revenus pour piller la ville. Cette fois-ci, ils sont entrés dans l'hôtel en le fouillant chambre par chambre. Ce fut le fracas des portes cassées puis une courte rafale de mitraillette dans le corridor. Pour finir, ils sont venus dans la chambre de bain, juste à côté du local où nous étions cachés. J'ai pu entendre la porte qu'on poussait brusquement du pied. Cinq coups de feu ont passé juste au-dessus de nos têtes, puis à nouveau grand silence. Je me suis mis en ordre avec Dieu et j'ai attendu... Mais plus rien ne s'est passé. Peu après, les troupes gouvernementales ont commencé une nouvelle contre-attaque et les bandits ont abandonné l'hôtel. A 15h., enfin, nous avons pu ramper hors de notre abri et déambuler dans la ville. Les rues étaient jonchées de morts. J'ai pu gagner ma camionnette, faire monter plusieurs blessés et me rendre dans la ville voisine, Maxixe. Le jour tombait, mais la souffrance de la population ne faisait que commencer. Aujourd'hui même, les journaux publient le chiffre final des morts: 424 morts, (386 identifiés dont 186 hommes, 156 femmes et 44 enfants). 298 autres ont été emmenés en captivité par les bandits.

Il ne s'agit pas d'une lutte politique y opposant une idéologie à une autre. Le but des bandits n'est pas de gagner le coeur et l'esprit de la population pour établir un gouvernement plus démocratique. La réalité de la vie au Mozambique fait apparaître, hélas, un tout autre motif: la terreur. La population est terrorisée. La violence et la destruction de la vie humaine qui déferlent sur tout le Mozambique ont un effet dramatiquement déstabilisateur. Il n'est plus question pour le peuple d'avoir un espoir quelconque. Les programmes de santé et d'éducation du gouvernement sont en ruines et les zones prospères sur le plan de l'agriculture, comme Homoine, sont souvent prises comme cibles. C'est une guerre de déstabilisation et d'assassinats massifs.

* * *

LA SADCC

En 1981, neuf pays voisins de l'Afrique du Sud décident d'établir un programme de développement économique et de coopération régionale. Il s'agit du Mozambique, du Malawi, du Zaïre, de la Zambie, du Botswana, de l'Angola, du Lesotho et du Swaziland. Ainsi est née la Conférence sud-africaine de coopération pour le développement (SADCC), qui reçoit des fonds importants du Marché commun et des USA. Le but premier de cette association de pays est de réduire leur dépendance avec l'Afri-



que du Sud, d'établir ou de rouvrir des voies de transport alternatives.
Six de ces pays n'ont aucun accès à la mer. A regarder de plus près la carte, on s'aperçoit que pour ces pays enclavés le Mozambique présente les moyens de transport les moins longs: rails, routes et pipeline (Beira). Malheureusement, l'accès à ces voies est réduit depuis 1980 à cause de la situation économique, politique et militaire qui prévaut dans cette région et qui est due essentiellement à la stratégie de déstabilisation régionale conçue par le gouvernement sud-africain depuis dix ans.

* * *

Tages-Anzeiger, 28.1.1987:

LES PILOTES DE MACHEL N'ÉTAIENT PAS IVRES

Johannesburg. - Le ministre Sud-Africain des affaires étrangères R. Botha a admis lundi avoir répandu de fausses informations sur les causes de l'accident d'avion qui coûta la vie au Président Samora Machel afin d'effacer le plus vite possible tout soupçon sur l'Afrique du Sud. ...

Botha avait dit que des traces d'alcool avaient été trouvées dans les tests effectués sur les cadavres des membres de l'équipage et que l'appareil ne possédait pas de système instrumental d'atterrissage.
Botha s'exprimait alors devant la commission d'enquête nommée plus tard par le gouvernement Sud-Africain, laquelle était arrivée au résultat que les traces d'alcool étaient dues à la putréfaction et que le système d'alarme annonçant la proximité du sol existait bien puisque celui-ci aurait retenti peu avant l'impact.



Depuis l'indépendance, les gestes traditionnels ont repris leurs droits, comme ici en plein milieu de Maputo.
(photo Monnier)

* * *



Les sacs de riz n'occupent qu'une infime partie de cet entrepôt: guerre civile, sécheresses, ont provoqué une baisse de production agricole sans précédent.
(photo Monnier)

LE PRIX DE LA GUERRE

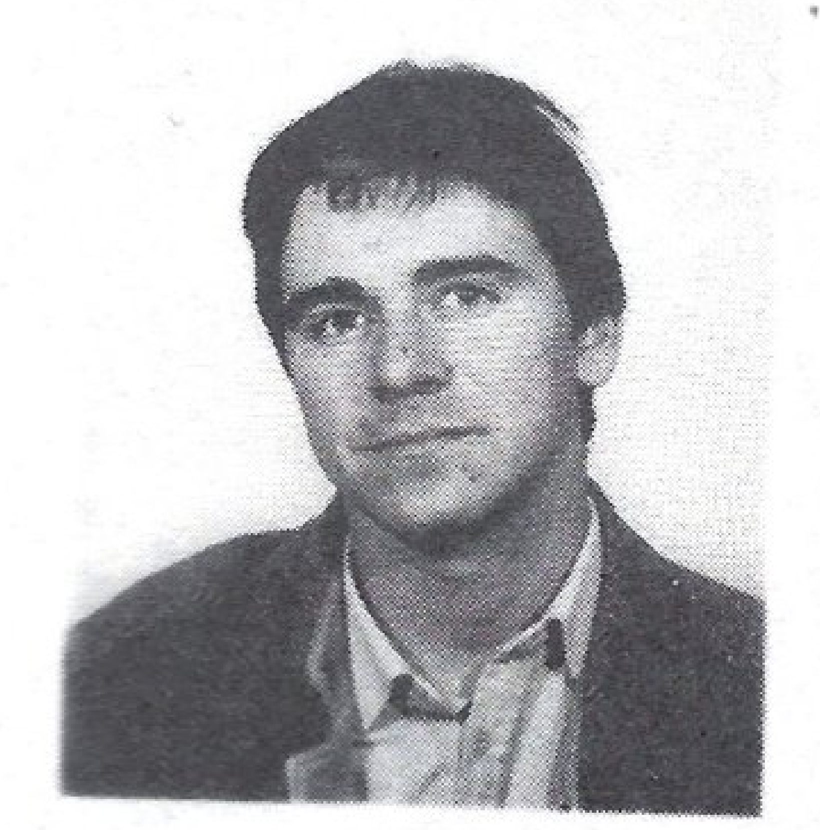
Selon José-Luís Cabaço, ministre mozambicain, récemment de passage en Suisse, on peut évaluer à 5 millions et demi de dollars les dégats dûs à la guerre, jusqu'à octobre 1987 au Mozambique.

2068 écoles ont été détruites.
600 centres sanitaires.
1600 magasins.

On compte plus de 100'000 morts.
600'000 personnes réfugiées dans les pays voisins.
2'500'000 personnes déplacées.
200'000 orphelins.

il est parti...

Le 6 mars, François ALTENBACH, ingénieur-électricien, du Groupe FSF-Vaud, a rejoint Managua au NICARAGUA. François, dans le cadre de l'Institut nicaraguayen de l'Energie (INE), travaillera à la formation de techniciens électriciens du pays, comme aussi au secteur informatique de cette branche industrielle.



Son adresse provisoire: Apartado 1932
MANAGUA, Nicaragua

naissance LAURA, au foyer de Aldo et Cecilia SALVI-BISI, volontaires à Esmeraldas en EQUATEUR. Leur adresse: Casilla 65, ESMERALDAS. Equateur.

décès

M. Toni HUBER, à Erstfeld, le 28 décembre 1987, frère de Louise HUBER, ancienne volontaire au Brésil. Adresse: Ripshausen, 6472 Erstfeld.

M. René BILAT, au Noirmont, le 21 janvier 1988, père et beau-père de Dominique et Marcelin AUBRY-BILAT, anciens volontaires au RWANDA et de Pascale et Bernard PRETOT-BILAT, anciens volontaires au TOGO, actuellement à Porrentruy et Délémont.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 16 février 1986 la "Contra" assassinait Maurice Demierre ainsi que 5 paysannes à Somotillo, nord du Nicaragua.
Maurice, volontaire de l'organisme "Frères sans frontières", par son travail et son intégration au sein de la population de Villanueva, Somotillo et des communautés alentours, avait résolument pris part à la construction de la société nouvelle entreprise par le Nicaragua. Cet engagement était en accord total avec les convictions chrétiennes qui guidèrent son choix.
La mort de Maurice nous a fortement ébranlés: c'était notre ami. En pays fribourgeois, romand et partout en Suisse comme au Nicaragua, elle a soulevé l'indignation.
Deux ans après, nous devons, avec la même douleur et indignation, dénoncer les atrocités dont est encore et toujours victime le peuple nicaraguayen. La "Contra" continue de pratiquer vilement et lâchement tous actes de terrorisme contre la population civile.
Pendant ce temps, le gouvernement du Nicaragua redouble d'efforts pour obtenir la paix et cela notamment par la signature des accords de Esquipulas et leur accomplissement.
Nous ne saurions rendre hommage à la mémoire de Maurice autrement qu'en lançant une fois de plus un appel aux autorités de notre pays afin que la Suisse appuie officiellement et publiquement les efforts de paix au Nicaragua et dénonce les responsables des atrocités perpétrées quotidiennement par la "Contra", à savoir ceux qui l'organisent et la financent. Les volontaires "Frères sans frontières" et "Groupe volontaires d'outre-mer" actuellement au Nicaragua ratifient, dans la foulée de Maurice, leur décision de continuer le labeur entrepris aux côtés du peuple nicaraguayen.

+ Les volontaires "Groupe volontaires outre-mer" au Nicaragua.
+ Les volontaires "Frères sans frontières" au Nicaragua.
+ Ainsi qu'à celles des autres internationalistes et des milliers de nicaraguayens qui ont déjà donné leur vie.

...métiers et du travail (OFIAMT) a reçu moins de demandes que par le passé concernant des prestations pour intempéries dans le secteur du bâtiment. En janvier et février, bien que les chiffres ne soient pas encore connus, on note une nette baisse des demandes par rapport aux années précédentes, puisque les employés de ce secteur ont pu travailler presque tous les jours.

Baisse du mazout

La température extérieure entretient avec la consommation d'énergie destinée au chauffage un rapport direct. Dès le début de cette année, on note une baisse considérable de la con-

...dans des cas d'inondations. Les dégâts par le gel ont été particulièrement rares. La Station de recherche agronomique de Changins (VD) souligne que le manque de neige ne serait grave que si les températures chutaient soudainement, auquel cas le rôle protecteur que la neige joue habituellement manquerait cruellement. — (ats)

...tels que les techniques d'automatisation, les techniques d'environnement et les technologies modernes. Les mesures de restructuration seront prises dans les secteurs de fabrication en proie à la surcapacité et aux pertes d'exploitation, dans le secteur ingénierie et les services d'état-major.

La direction de la société allemande indique que les suppressions d'emplois se feront par départs naturels et mises à la retraite anticipée. Toutefois, elle avoue aussi, mais sans citer de

...ereux?

...de Roche

Pour Hoffmann-La Roche, l'analyse des 60 cas de décès — dont 31 et ...on 40 aux USA — connus dans le monde en rapport avec l'absorption ce médicament a montré dans chaque cas que d'autres médicaments avaient été absorbés en même temps. En Suisse, où un décès a été signalé, médicament est commercialisé sous nom de Dormicum. Ses effets ...ndaires sont indiqués dans la ... d'emploi et sont également ...s des médecins, selon Hoff... La Roche. — (ats)

Au courrier du Monde

atz – dépêche suisse: Extraordinaire: une organisation tiers mondiste romande, le Groupe Volontaire Outre-Mer (GVOM) innove en lançant la **Vignette solidarité.**

Conçue sur le même principe des vignettes officielles bien connues par nos automobilistes, la vignette solidarité est pour GVOM un signe d'amitié et un témoin de l'aide financière reçue des proches et donateurs du mouvement.

GVOM a confié cette année la réalisation de sa vignette au dessinateur de presse Valott. Il est prévu de renouveller cette expérience chaque année.

Nous souhaitons plein succès à cette campagne généreuse et sympathique.

atz Suisse



GVOM (Groupe Volontaire Outre-Mer) cherche à dépasser les constats d'échec et d'impuissance qui sont trop souvent la conclusion des réflexions sur le mal-développement dans notre monde.

Notre solidarité se manifeste

en Uruguay
en Haïti
au Nicaragua
en Bolivie
au Pérou
en Suisse

Cette vignette est aussi l'expression de votre solidarité.

ENSEMBLE, RÉSISTONS AU MAL-DÉVELOPPEMENT !

GVOM
la «Joliette», ch. des Bolets
CH - 2013 COLOMBIER

CCP 10 - 20968-7
GVOM Lausanne

STRATÉGIE

A la différence des Etats occidentaux, la plupart des Etats du tiers-monde paraissent paradoxalement peu sensibles à l'image médiatique de M. Gorbatchev. La question essentielle qu'ils se posent tous est celle de savoir si le dégel soviéto-américain leur sera profitable. Certains Etats qui avaient valorisé leurs positions dans un contexte de polarisation Est-O... ...euvent s'en émouvoir. ...rie ou le Nicaragua ...es contex...

...ons!

...tiers-mond...

TELEX

CHER LECTEUR,

VOUS RECEVEZ TOUS, AMI(E)S DE GVOM, NOTRE PREMIERE VIGNETTE SOLIDARITE. NOUS SAVONS COMBIEN, SI SOUVENT SOLLICITES POUR DES CAUSES QUE VOUS CROYEZ JUSTES, VOUS NOUS AVEZ AIDES AVEC TOUT VOTRE COEUR. VOTRE GENEROSITE NOUS A PERMIS ET CONTINUERA A NOUS PERMETTRE DE VAINCRE QUEQUE PEU L'INJUSTICE ET LA MISERE.
VERSEZ-NOUS, SI VOUS LE POUVEZ, LES 20 FRANCS DU ''PRIX'' DE CETTE VIGNETTE. LES MONTANTS RECUS SERONT INTEGRALEMENT ATTRIBUES A NOS PROJETS ETRANGERS ET SUISSES.
SI LES LECTEURS DE FSF OU DE EIRENE SOUHAITENT EGALEMENT DES VIGNETTES, OU SI VOUS POUVEZ NOUS AIDER A LES DIFFUSER, LES DEMANDES SONT A EFFECTUER A L'ADRESSE SUSMENTIONNEE.
AVEC TOUTE NOTRE AMITIE ET NOS REMERCIEMENTS.

GVOM

TELEX

...sports universitaires ... Il présida la ...cole polytechnique fédérale et ...niversité de Lausanne. ...teur de plusieurs études ...miques et financières...

...appartint, en outre, au conseil de fondation de l'Institut pour l'étude des méthodes de direction de l'... (IMEDE)...

...quer que la violence de l'explosion a été telle que les fenêtres du bâtiment et d'une fabrique située à proximité se sont brisées. — (ats)

ASSEMBLEE GENERALE

Elle aura lieu à MORESTEL, le 30 avril et le 1er mai.

Vu que la branche suisse d'Eirene aimerait échanger et collaborer davantage avec la branche française, ce sera une assemblée en commun avec les français.

Nous y parlerons de nos activités, de nos préoccupations et des possibilités d'oeuvrer en commun.

Vous êtes cordialement invités de vous joindre à nous. L'endroit de rencontre se trouve à environ 60 km. au sud-ouest de Genève. Nous y serons logés (avec sac de couchage) et nourris pour FF 130.-.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au numéro de téléphone

037 / 22 35 09

* *   * *   * *   * *   * *

4ÈMES RENCONTRES MEDIAS NORD-SUD

12-15 AVRIL 1988

UNIVERSITE DE GENEVE (Uni II) - rue Général Dufour 24, Genève, Suisse

LES RENCONTRES MEDIAS NORD-SUD:

Crées en 1985, les Rencontres Médias Nord-Sud ont lieu chaque année à Genève (Suisse) durant quatre journées consécutives.

Au programme:

* Un concours international d'émissions de télévision sur le tiers monde et le développement.
* Un colloque d'une journée sur l'information et la communication entre le Nord et le Sud.

- Pour recevoir le programme détaillé des RMNS dès sa parution (liste des films en concours, intervenants au colloque)
- Pour participer au colloque du 15 avril 1988 dès 14h.
  Thème: *Information sur les crises et crises de l'information.*
  Couverture médiatique des catastrophes au Nord et au Sud.
- Pour recevoir le compte rendu des RMNS sur:
  - Les contraintes des journalistes au Nord et au Sud (1985)
  - Les radios internationales (1986)
  - Lés enjeux Nord-Sud des nouvelles technologies de la communication

  Prix unitaire: Fr. 5.-
- Pour être tenu au courant des rencontres futures

S'adresser à: François Coutu, coordonnateur des RMNS
Service de liaison non gouvernementale des Nations Unies
Palais des Nations
1211 Genève 10   Tél.: 022 / 98 58 50 int. 481

TEMOIGNAGE D'UNE DELEGATION FRERES SANS FRONTIERES

SUR SA VISITE A DES PRISONNIERS ET SON ENTREVUE AVEC MADAME VILMA NUNEZ DE ESCORIA, PRÉSIDENTE DE LA CNPPDH
(Commission Nationale de Promotion et Protection des Droits de l'Homme)

"Au Nicaragua, il n'y a pas une politique délibérée de violer les Droits de l'Homme, mais des faits isolés, sporadiques, qui ont été jugés. Quelques-uns, parmi les inculpés, ont prétendu pour leur défense, avoir utilisé cette violence pour des raisons politiques, idéologiques, pour défendre la Révolution. Mais la Révolution ne comprend pas ce langage ! Il ne peut y avoir de justification idéologique, et jamais de justification politique pour violer les Droits de l'Homme".

Tomas Borge

Le 19 juillet 1979, l'opinion publique internationale s'est réjouie de la chute d'une des dictatures les plus longues et sanguinaires de ce siècle, renversée après une longue lutte du peuple nicaraguayen, conduite par le Front sandiniste de Libération Nationale.

Peu après le triomphe, lorsque Reagan assume la présidence des Etats-Unis, il se produit un changement dans la situation de ce peuple et dans l'opinion de certains secteurs qui avaient partagé la joie du 19 juillet: d'une part commence l'activité de bandes criminelles "organisées, entraînées, financées et équipées" par l'Administration Reagan - ainsi que l'a établi la Cour Internationale de Justice - et de l'autre des informations apparaissent dans les mass media tendant à forger l'idée qu'une dictature s'est installée au Nicaragua, au début "presqu' aussi mauvaise que la dictature somoziste" et plus tard "comme celle de Somoza" pour arriver dans une troisième étape à la conclusion que le F.S.L.N. est "pire que Somoza".

On ne va pas s'occuper ici d'analyser le premier phénomène mentionné: les groupes financés par l'Administration Reagan ou "Contra".

Mais, comme notre mouvement s'est engagé dès le début, dans le processus de développement et de justice sociale au Nicaragua, nous avions un intérêt tout particulier à en visiter les prisons.

Cet intérêt était double: d'une part, nous avions entendu les rumeurs sur les "horribles prisons sandinistes" et d'autre part, on dit couramment que pour connaître un pays, il faut en visiter les prisons: elles expriment la philosophie du système. Les prisons sont un micro-univers qui reflète les principes de ceux qui les ont créées.

Le 30 novembre, nous nous sommes donc rendus à la prison de Tipitapa, puis à la Granja Abierta (ferme où les internés vivent et travaillent dans un régime de liberté). Plus tard, nous avons été reçus par Madame Vilma Nunez, présidente de la CNPPDH.-

Nous sommes arrivés à 9 heures du matin au Pénal de Tipitapa et après quelque retard (cela arrive souvent au Nica); une éducatrice pénale nous a reçus, disposée à nous accompagner à la "Granja Abierta 231/4" baptisée ainsi par sa position kilométrique sur la voie nord. Nous avons sollicité de visiter d'abord le pénal de Tipitapa. Un inconvénient a surgi: seule l'autorisation de visiter la "Granja Abierta" avait été sollicitée pour notre délégation. Nous avons insisté pour le Pénal, et après que l'éducatrice se soit mise en relation avec ses supérieurs, nous avons eu accès au Pénal. Cette petite confusion fut source d'information: nous nous sommes rendu compte que les Pénals du Nicaragua ne sont pas aussi inacessibles qu'on le prétend. Nous nous sommes demandés s'il est de coutume, dans d'autres pays, qu'une ONG étrangère comme la nôtre, reçoive l'autorisation d'entrer dans le Pénal, après l'avoir demandé à la porte, sur le moment, et sans aucune tracasserie administrative...



Prison de Tipitapa.
(photo Chica Bavaud)



Un prisonnier parle à la délégation FSF
Granja Abierta (photo Chica Bavaud)

L'éducatrice pénale nous a donné des renseignements très utiles sur le Système pénitencier national; dans les prisons du Nicaragua, il y a un total de 7556 prisonniers répartis de la manière suivante:

1875 ex-Gardes Nationales (GN somozistes)
1500 contras environ
4125 détenus pour des crimes de droit commun
et le reste sont des militaires.

Toutes les installations du Système pénitentiaire national ont été et sont visitées régulièrement par le CICR (Comité International de la Croix-Rouge). Comme le Système pénitentiaire national veut surtout promouvoir la rééducation des détenus, il se compose de cinq niveaux ou régimes de caractère progressif. On part de la conviction que toute personne est récupérable pour la société quel que soit le type de délit commis. L'intégration au travail est la colonne vertébrale de ce processus rééducatif sans omettre les activités de formation, tant techniques que récréatives, culturelles et artistiques pour ceux qui montrent des capacités dans ces domaines. On part aussi de la conception que cette intégration au processus rééducatif ne peut être que volontaire, l'interné n'y est pas contraint.

Le premier niveau est celui de l'"adaptation": durant cette phase (généralement courte) de détention complète, le prisonnier ne travaille pas. Il dépendra de la volonté du détenu de pouvoir passer au régime de travail.
Dans ce second niveau, pouvant durer jusqu'à 30% de la peine, il vit et travaille dans l'enceinte pénitentiaire.
L'étape suivante, 20% de la détention, est le régime semi-ouvert où le prisonnier peut rendre visite à sa famille, et travailler hors de la prison. Le quatrième niveau est le régime ouvert (10% de la détention) et lui permet de vivre hors de la prison: centre de travail, fermes. Dans ce régime, l'interne reçoit des visites hebdomadaires et une fois par mois, il peut sortir tout un week-end. De plus, tous les six mois, il dispose d'une semaine chez lui. Le dernier niveau est celui de la "cohabitation familiale". C'est-à-dire que le détenu vit chez lui, travaille où il le désire, son intégration à la société est normale, avec la seule restriction que, juridiquement, il est prisonnier et que, par conséquent ses droits politiques sont suspendus. Toutefois, dans ses activités quotidien-

nes, c'est un homme qui vit dans les mêmes conditions que ceux qui sont juridiquement libres (permis C ?).

Nous avons visité les ateliers du pénitencier de Tipitapa qui fait partie du second niveau et la "Granja Abierta 23 et demi" du régime ouvert. Nous n'avons pas eu le temps de tout voir, mais avons parcouru les ateliers de menuiserie, cordonnerie et de confection. Tout le processus de production nous a été présenté, depuis l'entrée de la matière première jusqu'au produit fini. Les explications furent détaillées, tant pour le type de travail que pour le fonctionnement des machines. On avait l'impression de visiter des ateliers ordinaires. Les détenus y reçoivent un salaire et participent à la gestion du centre de production, ils se forment, discutent, participent.

La seconde étape de notre visite fut la "Granja Abierta 23 et demi" qui, de la route, ressemble à une ferme, sans murs, sans portail ni fils de fer barbelés: exploitation rurale construite en forme de U en trois parties et derrière laquelle apparaissent quelques champs bien cultivés. La cuisine, les dortoirs et la salle d'étude sont faits en bois et en canne. Une semaine avant notre passage, il y avait 50 détenus: 15 d'entre eux ont été graciés, le 22 novembre, par le gouvernement, au milieu d'un groupe de 980 prisonniers dont la plus grande partie était des "Contras" ou des ex-gardes somozistes.

Il faut toutefois souligner que la grâce n'est pas une nouveauté pour le Nicaragua qui l'applique depuis 1979. Cependant le nombre de prisonniers libérés cette fois-ci correspond à un pas significatif effectué sur la base des accords d'Esquipulas II. On se doit de mentionner que le jour précédent la libération de ces prisonniers, alors que nous participions à la conférence des O.N.G., la "Contra" a attaqué un petit village, assassinant six enfants et cinq adultes.
Les éducateurs nous ont laissé en compagnie d'un détenu qui nous a expliqué la vie collective à la ferme. Les internés élisent un représentant qui coordonne la production. Les éducateurs et les détenus se réunissent tous les vendredis afin d'analyser la marche du travail, ses difficultés, ses réussites ainsi que la dynamique du groupe.
Parallèlement, ils reçoivent une formation de SINACAP (Système National de Capacitation) se terminant par l'obtention d'un certificat de capacité ne mentionnant pas son origine pénitentiaire. Durant notre conversation "entre quatre yeux", sur la galerie où les pensionnaires se réunissent habituellement le soir pour voir la télévision, nous avons vu arriver le bibliobus Bertolt Brecht, conduit par deux coopérants allemands. Cette bibliothèque ambulante est une donation de la R.F.A. et met à disposition, chaque lundi, des livres de tout ordre, romans, traités techniques, littérature, guide de bricolage, comme nous avons pu le constater.

Nous avons ensuite parcouru les installations de la ferme, modestes mais correctes, entourées d'arbres fruitiers apportant une certaine fraîcheur. La cuisine, les dortoirs, une salle aux parois recouvertes de tableaux graphiques représentant les plans des champs, les dates et statistiques des semailles et récoltes, le tout géré par les détenus. On se croyait dans une ferme ordinaire, bien entretenue. Personne ne peut affirmer qu'une prison est jolie puisque l'être humain y perd un bien aussi précieux que la liberté. Cependant, nous en sommes ressortis avec l'impression qu'au Nicaragua, les prisons ne sont pas un endroit de marginalisation et châtiment, mais de rééducation visant à réintégrer le délinquant dans la société.

Il ne faut pas oublier que la Révolution a supprimé la peine de mort, qui n'a même pas été appliquée contre les plus tristement célèbres sbires du somozisme. Et cela est parce que la Révolution respecte profondément la vie humaine et a confiance dans les possibilités de changement et de récupération de la dignité de l'être humain.

Tomas Borge a synthétisé cette notion en disant: "Nous ne luttons pas contre les délinquants, mais contre les causes sociales, les situations qui provoquent la délinquance".

Sortant de la "Granja" nous avons été reçus par Madame Vilma Nunez, Présidente de la CNPPDH à laquelle nous avons présenté deux inquiétudes principales. La première se référait à la catégorie de prisonnier politique:
- Y a-t-il des prisonniers politiques au Nicaragua ?
- Les contrerévolutionnaires sont-ils des prisonniers politiques ?

Madame V. Nunez nous a montré la difficulté de définir la notion de prisonnier politique, mais on peut prendre comme référence une catégorie universellement reconnue et utilisée par Amnesty International pour "adopter" des prisonniers. Il s'agit de la notion de prisonnier de conscience: soit ceux qui sont en prison à cause de leurs idées, sans avoir usé d'aucune violence. Donc, si l'on assimile la notion de prisonnier politique à celle de prisonnier de conscience ou d'opinion, il n'y en a pas au Nicaragua. Dans ce pays, on peut appartenir à l'opposition, jusqu'à défendre l'agression externe, sans avoir de problème avec la loi. Les contrerévolutionnaires ne sont pas en prison pour avoir exprimé des idées contre la Révolution, mais pour avoir commis des actes considérés comme délits par les lois pénales nicaraguayennes, tels que: assassinat, vol, viol, etc.
A la limite, on pourrait considérer que certains délits sont commis, quelquepart, pour des motivations politiques !

Mais on ne peut assimiler la "Contra" à des groupes ayant des motivations propres, nées des tensions sociales du pays, puisqu'elle n'est qu'un instrument aux maisn d'une puissance étrangère. D'autre part, la "Contra" ne lutte pas contre l'armée, mais attaque la population civile. Peut-on assimiler la notion de terroriste à celle de "prisonnier politique" ? Si réellement on désire que les vrais prisonniers politiques jouissent d'une protection spéciale, il faut donner des limites bien précises à leur définition.

La deuxième question posée à Madame Nunez portait sur des rumeurs qui circulent, faisant état de violation massive des Droits de l'Homme au Nicaragua.

Selon la Présidente de la CNPPDH, la violation des Droits de l'Homme n'est pas une politique du gouvernement. Sa volonté est de prévenir ces violations, et, au cas où elles se produisent, de les punir. Il y a quelques cas de violation de ces droits du fait que, même dans le système le plus parfait, il faut compter avec le facteur humain, avec la tentation d'exercer le pouvoir à titre personnel, etc. Si le cas se présente, on fait une enquête et on punit. La Commission a la faculté, octroyée par le décret qui l'a créée, de citer des témoins, quelque soit le niveau dans la hiérarchie de l'état, de conduire une enquête indépendante et de présenter des conclusions aux tribunaux et aux plaignants. La Commission n'agit pas d'office, mais suite à une plainte présentée par une personne, ou un groupe de personnes.

Evidemment, on ne peut répondre à des accusations vagues comme: "au Nicaragua, on torture" ou "les prisons sont terribles", etc. Pour mener à bien une enquête sérieuse, il est nécessaire de disposer du nom de la victime présumée, de l'endroit où le fait se serait déroulé, de la date, des éventuels témoins, etc. Les accusations formulées en des termes vagues ne peuvent être à la base d'une réponse précise. D'après Madame Vilma Nunez, la Commission mène à terme toute enquête fondée sur une plainte bien établie. Une voie sûre à connaître et à diffuser en Suisse également, pour une information qui respecte la vérité.

Membres de la délégation:
Katja, Gabriela, Jean-Michel, Graciela, Catherine, Chica

DIS!... TU M'ECOUTES?

à la télé

à la télé ya rien d'intéressant
à part le crocodile qui montre
ses dents
il y a de la pub tout le temps
ceux de TF 1 sont embêtant

à la télé il y a K 2000
qui a besoin de piles
pour taper dans le mille
on en a plein les ciles

On change de chaîne
et on voit une reine
qui a beaucoup de peine
parce que la nourriture n'est pas saine

On éteint la télé
car on est complètement crevé
et puis on va se coucher
car on est épuisé

raphaël

Raphaël, 13 ans, Lausanne

REDACTION :
AV. JUSTE-OLIVIER 11
CH-1006 LAUSANNE
CCP 10-10 580

EIRENE
SERVICE CHRETIEN
INTERNATIONAL POUR LA PAIX
COMITE SUISSE
C.P. 2262
CH-2300 LA CHAUX-DE-FONDS 2
CCP 23-5 046

FSF
FRERES SANS FRONTIERES
GRAND-RUE 34
CH-1700 FRIBOURG
CCP 17-7786

GVOM
" LA JOLIETTE "
CH. DES BOLETS
CH-2013 COLOMBIER

INTERROGATION parait huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

CHANGEMENT D'ADRESSE : PRIERE DE L'ANNONCER DIRECTEMENT AU MOUVEMENT CONCERNE

Impression: Atelier offset J-D.Perrin, Av.de Morges 161, 1004 Lausanne

J.A. 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE